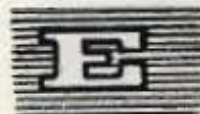


57358



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/INR/196
11 Avril 1972

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

L'INFORMATION ET L'INDUSTRIALISATION
EN AFRIQUE

M72-667

51315

Introduction

1. L'industrialisation des pays en voie de développement exige l'adoption d'une méthode d'action intégrée pour la répartition des ressources, la détermination et l'harmonisation des diverses mesures qui s'imposent pour assurer la réalisation de ce but d'une manière rapide, économique et efficace. Le cadre nécessaire à ce processus n'est pas plus fort que le plus faible de ses éléments constitutants. Il s'ensuit qu'un système d'information efficace a un rôle crucial à jouer dans la réalisation de tout plan de développement industriel accéléré.
2. La disponibilité, l'assimilation et l'adaptation de la technologie industrielle ainsi que des instruments de planification et de développement forment l'une des bases indispensables de l'industrialisation. La possibilité de tirer parti des connaissances et de l'expérience résultant des efforts déployés en ce sens dans le monde entier ne doit pas être sous-estimée.
3. Pour les 16 pays d'Afrique^{1/} qui constituent la majorité des 25 pays formant le "noyau" des pays en voie de développement les moins avancés, il existe néanmoins des possibilités d'accélérer la croissance industrielle, grâce à une utilisation rationnelle des ressources disponibles, sans compromettre la qualité de l'industrialisation.
4. La place revenant à l'information dans un programme d'industrialisation accélérée, la possibilité d'établir un système de renseignements pertinents et les conséquences de l'insuffisance de ceux-ci figurent parmi les questions examinées dans la présente note.

Perspectives

5. Dans le passé, l'activité industrielle en Afrique a porté principalement sur les industries extractives par opposition aux industries manufacturières. Comme la production était essentiellement orientée vers des marchés extérieurs prédéterminés, les opérations des entreprises concernées ne dépendaient guère d'une base d'informations industrielles ni d'un réseau de communications constantes avec le monde extérieur, exception faite des intéressés à l'étranger. Les autres industries relevaient du secteur traditionnel de l'artisanat, qui n'avait guère besoin de renseignements systématiques.
6. Cependant, la situation dans ce contexte est en pleine évolution du fait que l'expansion du principal secteur de l'économie africaine, à savoir l'agriculture, nécessite une croissance parallèle, quoique beaucoup plus importante, du secteur industriel. D'après une estimation de la CEA^{2/}, pour doubler la production agricole, il faudrait réaliser à titre complémentaire une production industrielle 25 fois plus importante qu'elle ne l'est actuellement.

^{1/} Botswana, Burundi, Dahomey, Ethiopie, Guinée, Haute-Volta, Lesotho, Mali, Malawi, Niger, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie et Tchad.

^{2/} Développement industriel en Afrique (E/CN.14/INR/1/Rev.1)

Cela montre l'ampleur de la tâche qu'implique l'industrialisation en Afrique, qui pose d'autre part d'épineux problèmes de politique et d'action aux échelons national, multinational et international.

La place revenant à l'information dans les programmes d'industrialisation

7. Les pays africains devraient intensifier leurs programmes de remplacement des importations et de promotion des exportations afin d'accélérer et de soutenir le processus d'industrialisation. Les grandes lignes de l'action à mener en ce sens sont indiquées dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70^{3/}. Pour ce qui concerne l'industrie, on a recommandé tout particulièrement les mesures suivantes :

- Accroissement de la capacité concurrentielle des produits bruts grâce à des travaux de recherche et l'expansion ayant pour objet de réduire les coûts de production, d'améliorer la qualité ou les caractéristiques de ces produits et de trouver de nouveaux usages pour ces derniers ;
- Elargissement de l'accès des matières premières, à l'état brut ou traitées, aux marchés des pays développés ;
- Encouragement et expansion du commerce intra-africain ;
- Développement de la recherche et de la technique ;
- Détermination et exécution de projets industriels ;
- Assistance technique, notamment sous forme de conseils et d'informations, pour la création d'un secteur moderne au sein de la petite industrie.

8. La connaissance des possibilités de développement et des moyens d'assurer cette croissance dépend essentiellement de l'existence de renseignements fiables à ce sujet et de la capacité des services concernés à traiter ces informations de manière qu'elles puissent servir d'instruments de référence et d'action dans le secteur industriel. Le développement industriel, dans la mesure où il constitue un processus continu, doit reposer sur une base permanente d'informations, c'est-à-dire sur un système de fonctions et de mécanismes bien définis qui puisse répondre aux exigences de l'élaboration de programmes et de projets industriels et entreprendre à cet effet les actions suivantes :

- Inventaire des ressources ;

- Elaboration de schémas de plans industriels et réalisation d'études techno-économiques ;
- Sélection des projets industriels et élaboration des études de faisabilité correspondantes ;
- Formulation de plans pour les études relatives au développement industriel ;
- Promotion des investissements ;
- Arrangements institutionnels nécessaires à l'exécution des projets.

10. Ces diverses actions peuvent être considérées comme les étapes successives et, partant, intimement liées d'un même processus. En l'absence d'une ferme base de données, il serait impossible de mener ces activités de manière à réaliser le but ultime auquel on vise en l'espèce.

Information industrielle

11. Comme la réalisation du but auquel elle doit servir, l'information industrielle résulte d'un processus d'opérations successives :

- Détermination des informations nécessaires ;
- Détermination des sources et de la disponibilité de ces renseignements ;
- Rassemblement et traitement des données requises ;
- Diffusion et mise en circulation des informations traitées.

12. La documentation d'intérêt industriel qui n'est pas publiée s'accroît rapidement. Il faut suivre les développements en la matière même si l'on n'envisage pas d'utiliser ces renseignements dans l'immédiat. Par conséquent, au problème du rassemblement des données s'ajoute la nécessité d'un système permettant de classer, de repérer et de tenir à jour les informations recueillies.

13. Les renseignements industriels seraient de meilleure qualité s'ils pouvaient circuler entre pays afin d'être améliorés par leurs différents utilisateurs, ce qui serait à l'avantage des sources d'informations et permettrait de contribuer aux connaissances industrielles à l'échelon tant international que national. Dans le contexte africain, cela impose une exigence supplémentaire en ce sens qu'il faut adapter les services d'information aux besoins des investisseurs d'Outre-Mer. Par conséquent, le système d'information industrielle doit assumer des fonctions multiples afin de pouvoir fournir non seulement des renseignements directs portant, par exemple, sur les procédés et les facteurs de production, mais aussi des renseignements spécialisés, notamment sur le climat des investissements, la législation et la réglementation pertinentes, etc.

14. Ayant défini ci-dessus le cadre général nécessaire au fonctionnement d'un système d'information au service de l'industrialisation en Afrique, on peut maintenant examiner les domaines et les limitations de l'action à mener par les services de renseignements industriels.

Nature du problème

Utilisation des ressources

15. Comme on l'a déjà dit, l'entreprise étrangère se concentrait autrefois dans certaines branches d'activité minière attentivement choisies. Par suite, l'inventaire des ressources en Afrique a été soit négligé soit effectué d'une manière incomplète ou peu appropriée. Les données de base dont on a besoin pour déterminer la possibilité de réaliser les projets envisagés font défaut dans plusieurs secteurs importants tels que forêts, minéraux, etc.. Dans un grand nombre de pays, l'Etat a déjà pris l'initiative d'organiser des enquêtes en matière de ressources avec une assistance internationale de caractère financier et technique ; mais cet effort se trouve limité par l'état des données.

Planification industrielle

16. Outre l'obstacle évoqué ci-dessus, il faut noter le fait que les renseignements industriels à la disposition des pays africains ne répondent pas en général à leurs besoins particuliers, ce qui tient surtout à l'origine de ces informations et au facteur temps. Ainsi, bien que la dimension du marché constitue l'un des principaux facteurs régissant la formulation des plans industriels, les informations nécessaires à l'étude des perspectives du marché sont inexistantes ou insuffisantes. Il s'ensuit que des possibilités effectives d'investissement industriel risquent de passer inaperçues. Le fait que le système d'informations est en l'espèce essentiellement incapable de fournir des statistiques de base suffisantes pour permettre l'élaboration d'un schéma préliminaire constitue un sujet de préoccupation. Cette carence est en effet citée parmi les problèmes qui affectent la planification industrielle ^{4/}.

17. Le deuxième aspect du problème se rapporte au cas où la planification industrielle doit utiliser des données de l'extérieur. Il en résulte une distorsion essentielle en ce sens que la planification se trouve fondée sur des concepts étrangers et gênée par l'absence de données de source intérieure et qu'il n'y a aucun moyen de vérifier l'applicabilité pratique de ces concepts. Le dispositif requis pour dépouiller ou adapter les données d'origine extérieure fait également défaut.

^{4/} Summaries of the Industrial Development Plans of Thirty Countries (UNIDO/IPPD/11), p.157.

18. Troisièmement, l'absence d'un système d'information dynamique empêche de faire mieux comprendre à l'étranger les besoins particuliers des pays africains en matière d'industrie, y compris facteurs et techniques de production. Les entreprises qui ne se heurtent pas à cet obstacle sont les sociétés internationales ou leurs filiales qui ont une certaine expérience des opérations en Afrique, expérience qui, toutefois, ne se rapporte pas nécessairement au type de développement requis. On prend rarement à l'étranger l'initiative de concevoir du matériel d'équipement et des procédés industriels spécialement adaptés aux conditions propres à l'Afrique, de sorte que les pertes correspondant aux occasions ainsi manquées ne se limitent pas à ce continent.

19. Telle est la situation en matière de planification industrielle. A propos de l'exécution des plans, on a fait observer que "L'application d'un plan est en Afrique en processus lent, hésitant et incertain. Aussi, la plupart des plans sont-ils mal appliqués, mal gérés et pâtissent de l'absence de compétences, d'expérience et de bases valables et solides"^{2/} (mots soulignés par l'auteur de la présente note). Il ne fait guère de doute que nombre de pays africains ont besoin d'aide pour améliorer leur système d'information de manière à pouvoir déterminer avec précision leurs buts et leurs besoins en matière industrielle.

20. L'efficacité de la programmation industrielle dépend autant des opérations de contrôle que de la formulation des schémas pertinents. Les lacunes de ces opérations d'importance vitale se traduisent par l'absence de mécanismes permettant de suivre effectivement l'état d'avancement, le processus tout entier de l'exécution des programmes et de prendre en temps utile toutes mesures correctives requises pour soutenir cette progression. Par suite de cette carence, la plupart des pays en voie de développement, peut-être en Afrique tout particulièrement, se trouvent dans une impasse. Ce point faible de la planification industrielle doit faire l'objet d'une vigilance constante si l'on veut éviter de perturber le calendrier des opérations, perturbation qui suppose notamment une augmentation du coût des projets à exécuter ou qui engendre l'indifférence et l'apathie pour aboutir à l'ajournement sine die sinon à l'abandon des projets. Il est bien connu que le coût de la construction et de l'installation d'usines en Afrique est beaucoup plus élevé que dans les autres régions en voie de développement. L'Afrique ne peut guère se permettre d'aggraver ce problème en n'abordant pas systématiquement l'exécution des projets. Il faut assurer un courant continu d'informations pertinentes pour améliorer l'efficacité des travaux d'exécution. D'où la nécessité de mécanismes permettant de suivre et d'apprécier les progrès en la matière. Il y a peut-être une analogie entre cet impératif et la nécessité d'établir une feuille de température pour le patient qui suit un certain traitement.

5/ Vers une action commune pour le développement du tiers monde, Editions Denoël, Paris, 1969, p.359.

21. On ne saurait trop insister sur la nécessité de telles appréciations provisoires si l'on tient compte du fait que la création d'industries multinationales^{6/} constitue l'un des principaux éléments des programmes africains d'industrialisation. De toute évidence, il est indispensable de disposer d'une base d'informations pour mener à bien l'élaboration et l'application des programmes industriels.

Sélection et élaboration des projets

22. La pénurie générale de projets bien élaborés et "bancables" est constamment évoquée à propos du faible volume des capitaux orientés vers le secteur industriel. Bien que cet état de choses s'explique par plusieurs raisons, notamment par un manque d'intérêt de la part des entrepreneurs, on l'impute surtout à l'absence générale d'informations de base pour la réalisation d'études détaillées de faisabilité. Même là où existent de tels renseignements, ces derniers sont peu accessibles ou inadéquats. Outre qu'elles portent atteinte à la crédibilité des propositions, les données imprécises conduisent à des estimations inexactes de la répartition des ressources, du coût et de la viabilité des projets. Il en découle des conséquences encore plus graves lorsqu'un projet doit être étudié d'urgence pour permettre de prendre rapidement une décision en matière d'investissement.

23. Cependant, il ne faut pas en conclure que la détermination des projets à entreprendre se trouve négligée. Outre les travaux effectués en ce sens par certaines organisations intergouvernementales comme la CEA, la BAD et l'EADB (Banque de développement de l'Afrique orientale), il faut noter ceux qu'assurent les sociétés nationales de développement industriel et les institutions de financement du développement dans le cadre de la promotion des investissements. Certains progrès ont été accomplis dans ce domaine. Malheureusement, l'identification et l'élaboration des projets constituent encore deux phases distinctes, non reliées par des informations établies à cet effet. Les services d'information de la plupart des pays africains ne disposent pas de tous les instruments requis pour entreprendre la tâche ardue qu'implique l'élaboration sur place d'études de faisabilité détaillées et présentées de façon à permettre de relier les effets d'entraînement en aval et en amont des intrants industriels. Le manque d'informations rend cette tâche difficile et ralentit le rythme de l'exécution des projets. On a souligné à ce propos la réticence des investisseurs qui ne connaissent pas encore la région à se prononcer sur la rentabilité possible^{7/} (ce qui s'explique apparemment par l'ignorance des conditions locales et l'absence de renseignements de base sur les projets). Cette réticence s'est fait sentir en particulier lors des conférences organisées en faveur de certains projets industriels en Afrique. Un service de renseignements industriels bien organisé et intégré au système général d'information pourrait faciliter la tâche de surmonter l'indifférence des investisseurs éventuels et de les intéresser à l'exécution des projets.

6/ Politiques industrielles : actions indispensables pour accélérer le développement industriel de l'Afrique au cours des années 70 (CMI/INR/SP/2).

7/ Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 (E/CN.14/493/Rev.3).

Technologie et questions connexes

24. Un trait marquant du développement industriel en Afrique tient à ce que la production manufacturière dépend essentiellement de la technique que préfère l'étranger ou de celle qui est immédiatement utilisable, sans qu'il y ait possibilité d'en apprécier l'applicabilité et la nécessité à long terme ou d'envisager d'autres types de technique appropriés. Une telle dépendance était inévitable dans le passé, mais le moment est venu d'examiner les diverses techniques existant dans ce domaine et d'en choisir une qui soit de caractère approprié et de prix raisonnable. Le choix de la technique doit se faire compte tenu des ressources locales, des limitations du marché intérieur, des projets de création de marchés multinationaux (encore à l'étude), du coût élevé de l'implantation et de l'exploitation des entreprises en Afrique. Il serait particulièrement souhaitable que la technique adoptée permette une utilisation profitable des sous-produits et des déchets du processus de fabrication, afin de réduire les coûts de production et d'accroître ainsi la capacité concurrentielle des entreprises.

25. La création et le développement de petites industries dynamiques, admis comme l'un des principes de l'industrialisation en Afrique, peuvent être assurés au mieux sur la base d'un réseau adéquat d'informations étant donné que le secteur de la petite industrie se prête à l'application de techniques de production diverses, à la modernisation et à une participation d'ordre international.

26. L'industrialisation en Afrique ne peut se réaliser en l'absence de services nationaux de recherche industrielle, pure et appliquée. Il faut donc assurer la création d'organismes chargés de ces travaux, qui serviraient également de centres pour le rassemblement des informations provenant de sources diverses et pour en assurer l'exploitation de manière à répondre aux besoins du pays.

27. L'acquisition de connaissances techniques originales des pays avancés et le développement de la compétence scientifique et technique des pays africains constituent en fait des actions complémentaires l'une de l'autre. Le dispositif national nécessaire à ces réalisations doit être relié au réseau d'informations des pays industrialisés pour permettre aux renseignements disponibles de circuler aux fins d'adaptation. Rares sont les pays africains qui ont acquis les connaissances techniques requises pour s'acquitter de ces tâches ou qui ont formulé des projets à cette fin.

Promotion industrielle

28. Comme dans le cas des marchandises, il faut entreprendre des activités de promotion en faveur des projets industriels, notamment pour faire connaître au public les entreprises possibles et y intéresser des investisseurs ainsi que pour susciter à cet égard une demande permettant de stimuler et d'accélérer le développement industriel. Pour les pays africains, la promotion industrielle est d'autant plus importante que leurs possibilités de développement industriel ne sont pas assez bien connues à l'intérieur ni à l'extérieur de l'Afrique.

29. La nécessité de recourir à la promotion industrielle apparaît clairement au regard de l'intérêt et de la participation limités que les projets suscitent parmi les entrepreneurs africains. Le développement de l'entreprise africaine, complément indispensable du secteur privé étranger, doit être activement encouragé. Parmi les principales causes de l'inexistence ou de la stagnation du secteur des entreprises africaines, il faut noter l'absence de services d'information qui permettraient aux chefs d'entreprise africains d'inventorier et d'évaluer de nouvelles possibilités d'investissement^{8/}.

30. Les besoins des entreprises africaines considérés comme prioritaires^{9/} sont notamment les suivants :

- Renseignements sur les possibilités d'investissement ;
- Services d'information portant sur le matériel d'équipement industriel, les matières premières, les procédés techniques, les sources possibles de financement, les marchés existants, etc.

31. L'appareil de promotion industrielle devrait être en mesure de faire connaître également les conditions d'investissement dans le pays concerné. A cette fin, il faudrait donner aux investisseurs, en temps voulu, des renseignements et des conseils valables quant à la marche à suivre pour implanter des industries ainsi que des précisions sur la législation et les mesures d'encouragement relatives aux investissements industriels, l'infrastructure et les facteurs de production, l'emplacement des entreprises, etc. L'un des éléments négatifs du climat des investissements tient à ce que les communications sont fréquemment entravées par le fait que les renseignements pertinents se trouvent éparpillés dans une multitude de déclarations de principe ou de textes législatifs^{10/}.

^{8/} Les moyens d'action pour la promotion et le développement des entreprises africaines (CMI/INR/WP/2 - OUA/CMI/2).

^{9/} Les moyens d'action pour la promotion et le développement des entreprises africaines (CMI/INR/WP/2 - OUA/CMI/2).

^{10/} L'opinion de l'investisseur étranger sur le climat de l'investissement dans l'Afrique en voie de développement (E/CN.14/INR/188).

32. L'existence d'un système d'information axé sur la fourniture d'indications et de conseils aux entrepreneurs peut donc être considérée comme l'un des préalables du développement industriel en Afrique. Le noeud du problème tient, semble-t-il au fait que les services d'information existants sont sévèrement limités par rapport à l'ampleur de la tâche à accomplir dans ce domaine.

Conclusions

33. L'information industrielle, la place qui lui revient dans le processus d'industrialisation en Afrique et l'insuffisance de ces renseignements constituent une question complexe. Celle-ci ne fait nullement l'objet d'une étude exhaustive dans la présente note, qui se borne à appeler l'attention sur certains éléments essentiels du problème. Etant donné que l'on souhaite voir s'établir une collaboration entre pays africains aux fins d'industrialisation et que les investisseurs étrangers abordent apparemment à titre expérimental la détermination de leur participation aux programmes africains de développement industriel, on a souligné la nécessité d'orienter le système d'information de manière à créer un climat favorable à une participation d'ordre international aux projets d'industrialisation en Afrique. Les secteurs où se posent des problèmes méritent de retenir l'attention, que l'on envisage ou non d'encourager les investissements étrangers. De toute façon, il semble indispensable de créer des organismes convenables d'information industrielle ayant des attributions clairement définies. Pour fonctionner de manière efficace, ces organismes devraient travailler en étroite collaboration avec les services d'information d'autres pays et établir à cet effet toutes liaisons nécessaires. On arriverait ainsi à réunir des renseignements industriels valables qui seraient à la disposition de tous ceux qui en ont besoin pour les travaux d'industrialisation en Afrique. Certaines propositions de caractère provisoire pour la création d'organes d'information répondant aux besoins de l'industrie africaine font l'objet d'une note distincte, qui est présentée pour examen au Séminaire.